

« EDUCPOPNUM » OU LA CONSTITUTION D'UN COLLECTIF RÉGIONAL D'ÉDUCATION POPULAIRE (AU) NUMÉRIQUE

Marielle Stinès

Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire | « Cahiers de l'action »

2017/1 N° 48 | pages 47 à 55

ISSN 1772-2101

ISBN 9782111385221

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-cahiers-de-l-action-2017-1-page-47.htm>

Pour citer cet article :

Marielle Stinès, « « EducPopNum » ou la constitution d'un collectif régional d'éducation populaire (au) numérique », *Cahiers de l'action* 2017/1 (N° 48), p. 47-55.

Distribution électronique Cairn.info pour Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire.

© Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

« EducPopNum » ou la constitution d'un collectif régional d'éducation populaire (au) numérique

MARIELLE STINÈS,
conseillère technique pédagogique supérieure

2006-2011 : une série d'actions...

Les premières actions initiées par la direction régionale et départementale de la jeunesse et des sports (DRDJS) de Poitou-Charentes en 2006 autour de la problématique des liens entre éducation populaire et numérique partent d'un postulat qui variera peu avec le temps, même si les importants changements qui sont intervenus en dix ans font du numérique un objet mouvant, fuyant.

Ce postulat concerne les affinités de l'éducation populaire avec les usages rendus possibles par internet et notamment le web 2.0 : échanges et co-construction des savoirs, information alternative, expression individuelle mais aussi collective et collaborative, formes diverses de réappropriation de la culture de masse, pratiques en amateur, esquisses de contre-pouvoir, auto-organisation, formes d'économie alternative, sans parler de l'extraordinaire développement du logiciel libre sous-tendu par l'intelligence collective.

Est également affirmée la nécessité d'un accompagnement des jeunes qui ne se focalise pas sur des démarches d'éducation aux dangers d'internet, de prévention de la « cyberdépendance ». C'est en effet et souvent un des seuls axes de réflexion par lequel la communauté éducative (parents, professeurs, animateurs), démunie par l'utilisation massive des « écrans », déstabilisée par les nouveaux rapports des jeunes aux savoirs ou aux loisirs, a pu prendre en compte la révolution numérique naissante. Il s'agit de donner la possibilité aux jeunes de s'approprier les mondes numériques et d'entrevoir comment les outils numériques peuvent leur permettre de s'approprier le monde, c'est-à-dire de le comprendre, de s'y exprimer et d'y agir, d'y exercer leur citoyenneté.

Le prospectus de la première manifestation fait apparaître les questions et les constats suivants :

« L'apparition de chaque nouveau média a été porteuse de son lot d'espoirs en matière de citoyenneté et d'éducation populaire (expression du citoyen, développement de son pouvoir d'action et de participation au monde qui l'entoure, promotion et formation de la personne) mais aussi de son lot de désillusions.

Internet est-il à cet égard un nouveau média comme les autres ? Peut-il être un vecteur d'éducation populaire ? Quelle est la réalité des pratiques citoyennes, formatrices, qui y ont cours ? À la surface du net, blogs, jeux en réseaux, chat, échanges d'informations, d'images et de sons, espaces d'expressions fondent d'ores et déjà chez les jeunes un usage d'internet au sujet duquel une réflexion partagée apparaît incontournable.

Quelle est la réalité de ces pratiques et quels en sont les enjeux, loin de la diabolisation ou de l'angélisation qui partagent souvent les éducateurs ?

Les espaces multimédia se multiplient : espaces cultures multimédia, points cyb, points web ou petits parcs en réseau au sein des maisons des jeunes et de la culture (MJC) et centres sociaux, voire au sein des accueils de jeunes.

Quelle recherche de sens, quels prolongements éducatifs, culturels, artistiques, citoyens, aux apprentissages techniques ou aux pratiques de divertissement qui y ont cours ? »

C'est autour de ces questions que la DRDJS, avec la complicité d'un ancien espace culture multimédia (ECM) installé dans un lycée agricole, invite les fédérations d'éducation populaire de la région à réfléchir à l'organisation d'une première action de sensibilisation à destination des professionnels de l'animation et de l'éducation socioculturelle. Sous le titre « Internet : un monde à s'approprier, un outil pour s'approprier le monde », une journée de réflexion et d'échanges se tient en octobre 2006 en présence d'une centaine de participants.

Elle sera suivie de plusieurs autres actions :

- Avril 2007 : les jeux vidéo rendent-ils accro ? Questions réelles autour des univers virtuels. Coordination Rurart-Mendès-France Colloque, édition d'un livre en ligne et papier.
- Octobre 2007 : journée de réflexion et d'échanges : vers de nouvelles formes d'actions collectives et d'éducation populaire ? Coordination : fédération régionale de maison des jeunes et de la culture (FRMJC) et direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale (DRJSCS).
- Janvier 2008 à mars 2009 : formations d'animateurs dans les quatre départements par des acteurs locaux, coordination FRMJC.
- Mars 2009 : formation croisée des conseillers d'éducation populaire et de jeunesse (CEPJ) et des cadres des fédérations d'éducation populaire au web 2.0 et aux outils collaboratifs au centre de ressources, d'expertise et de performances sportives (CREPS) de Poitou-Charentes, agence Retiss.
- Mai 2009 : journée de réflexion et de découverte : nouveaux usages du web.

En 2008, la DRDJS inscrit son action dans le dispositif national expérimental du Plan d'éducation au multimédia (PEM) lancé par le ministère de la jeunesse et des sports en collaboration avec le ministère de la culture dans cinq, puis dix régions expérimentatrices. C'est l'occasion de mettre autour de la table de nouveaux partenaires – direction régionale des affaires culturelles (DRAC), chambre régionale de l'économie solidaire (CRES), conseil régional – concernant trois éditions d'appels à projets modestes (une dizaine de projets financés chaque année pour toute la région Poitou-Charentes) à destination des espaces publics numériques (EPN), des espaces culture multimédia (ECM), des fédérations d'éducation populaire, des associations spécialisées, du réseau Information jeunesse.

... aux effets limités...

Fin 2011, cependant, et au moment de faire le bilan du dernier appel à projets, force est de constater que les effets de ces actions ont été limités. Malgré la mobilisation des acteurs qu'elles ont ponctuellement suscitée, malgré la sensibilisation et dans une moindre mesure la formation auxquelles cadres et animateurs ont pu avoir accès, toutes les actions menées depuis 2006 ne sont pas parvenues à donner une visibilité à la problématique de l'éducation populaire au numérique et à inciter les mouvements d'éducation populaire à s'en emparer.

À cela, et comme toujours, on peut trouver des raisons conjoncturelles: changement de missions de deux cadres de fédérations investis dans le projet, d'un conseiller de la DRAC, congé maternité de la chargée de mission aux technologies de l'information et de la communication (TIC) au conseil régional, puis abandon de la politique de soutien de celui-ci à la structuration du réseau des EPN, qui signe la fin d'un partenariat prometteur.

Mais il existe aussi des raisons structurelles: ainsi livrés à leur sort, une grande partie des EPN ont connu une évolution d'ailleurs assez partagée au niveau national (désertion des jeunes, fréquentation en baisse en dehors des seniors à la recherche de formation aux usages, action de plus en plus limitée à l'aide à la rédaction de CV ou à l'accès à l'administration pour des publics non connectés), que seule une politique volontariste aurait pu infléchir pour en faire des espaces de réflexion et d'appropriation de la culture numérique, de développement d'usages éducatifs ou citoyens, et pour faire de leurs animateurs des agents de développement *via* la question numérique sur les territoires. Les liens développés entre ces structures et les associations d'éducation populaire ou les structures de loisirs des jeunes ont ainsi été anecdotiques, même dans le cadre de l'appel à projets du Plan d'éducation au multimédia qui visait à les encourager. Seuls les anciens ECM (Rurart-Le lieu multiple), qui structuraient une offre plus singulière et notamment plus axée sur la culture numérique, et les associations d'éducation scientifique et technique, comme Les Petits Débrouillards Poitou-Charentes et la Bêta-Pi des Deux-Sèvres, qui étaient de plus en plus sollicitées sur la question du numérique, ont pu constituer des partenaires impliqués.

Au chapitre des raisons structurelles on notera encore: des moyens financiers très limités que le partenariat institutionnel autour du PEM n'est pas venu abonder; la précarité et le turn-over des animateurs des EPN; des collectivités territoriales peu investies en dehors du conseil général des Deux-Sèvres particulièrement actif, et peut-être la plus importante de toute: la résistance des fédérations d'éducation populaire et du champ de l'animation à faire du numérique un vrai sujet, que ce soit pour accompagner les jeunes ou pour permettre aux adultes de s'emparer de ses enjeux citoyens, sociétaux.

Après cinq ans d'action, la DRDJS a pu identifier les raisons de cette indifférence et/ou cette résistance. Elles ont été confirmées théoriquement par le travail de thèse de Nathalie Boucher-Petrovic et très concrètement au niveau local grâce à une étude réalisée par l'association d'éducation à l'image Apte sur l'appropriation des TIC par les équipes de salariés et les bénévoles des centres sociaux de la région Poitou-Charentes. Là où certains acteurs envisagent les affinités évoquées plus haut, d'autres envisagent plutôt leurs divergences (confusion entre information et savoir, individualisation des savoirs et intellectualisation de ces derniers avant le vécu, désintermédiation, origine libertaire reprise par le discours libéral et la marchandisation, individualisation des pratiques ou collectifs trop mouvants des réseaux).

Enfin, la démarche elle-même se cherche. Initiée avec la mobilisation de fédérations d'éducation populaire et de structures, elle a trouvé avec l'inscription dans le PEM une forme

de reconnaissance et de légitimité mais la dynamique initiale s'est trouvée affectée par le dispositif des appels à projets dont le bilan est globalement décevant.

Une démarche ascendante

C'est lors d'une réunion de bilan et d'échanges à laquelle sont invités début 2011 les porteurs de projets du PEM qu'est sondée auprès d'eux l'idée de mettre en place de vastes assises de l'éducation populaire au numérique, qui viseraient à produire un état de la réflexion et des actions existant en Poitou-Charentes sur cette question. Cette proposition rencontre un réel intérêt chez trois de ces acteurs et le noyau de ce qui deviendra le collectif EducPopNum (Rurart, Les Petits Débrouillards, la Bêta-Pi, le centre régional Information jeunesse [CRIJ] Poitou-Charentes) valide et initie la mise en œuvre d'assises de l'éducation populaire 2.0 dans chaque département de Poitou-Charentes, qui ont pour objectifs de :

- mettre en lumière les nouvelles pratiques ;
- analyser les nouveaux besoins émergents (usages, informations), identifier les freins au développement de l'éducation populaire numérique ;
- structurer un réseau régional ;
- dégager des pistes d'action collective ;
- accompagner des politiques publiques locales et régionales ;
- mettre en place des nouveaux espaces de dialogue et de médiation ;
- développer une éducation critique aux nouveaux médias ;
- encourager les pratiques positives d'expression, de création, de citoyenneté...

Les Petits Débrouillards sortent tout juste du 3^e Forum social mondial et, à l'instar de la manière dont ils ont mobilisé des acteurs de Poitou-Charentes pour élaborer une contribution régionale à ce forum, ils proposent de lancer un appel à participation sur la base d'un « manifeste », présentant les fondements de l'éducation au numérique qu'ils appellent de leurs vœux, et invitant ceux qui s'en sentent proches à venir les rejoindre et à participer à la mise en œuvre des assises. À charge, pour chacune des structures du comité de pilotage, de préparer avec les collectifs départementaux ainsi mobilisés, et en collaboration étroite avec les directions départementales de la jeunesse et des sports, une rencontre locale sur le thème de l'éducation populaire et du numérique.

Déclinées dans les quatre départements de la région Poitou-Charentes, des Assises départementales de l'éducation populaire 2.0 se tiennent le 5 avril 2012 au centre régional de documentation pédagogique (CRDP) de Poitiers¹, le 22 mai au Palais des congrès de Rochefort², le 9 juin aux Ateliers du bocage à Le Pin³, le 22 septembre à la MJC Aragon à Angoulême⁴. Une quarantaine d'acteurs (associations, collectivités, les directions départementales) se sont investis dans leur organisation. Ces assises rassemblent un public de 300 personnes (élus, animateurs, éducateurs) et 55 intervenants au total, dont la plupart travaillant en région Poitou-Charentes – ce qui donne une idée de la diversité des pratiques et des axes de travail.

1. Coordination : DRJSCS, direction départementale de la cohésion sociale (DDCS) 86 et Rurart.

2. Coordination : DDCS 17, fédérations d'éducation populaire et Les Petits Débrouillards.

3. Coordination : direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations (DDCSPP 79), Ateliers du bocage, la Bêta-Pi.

4. Coordination : DDCSPP 16 et Les Petits Débrouillards.

Après le partage de leur bilan à l'occasion de ce qui sera le dernier comité de pilotage du Plan d'éducation au multimédia, un collectif régional se constitue autour de la volonté de structurer régionalement la dynamique en organisant des Assises régionales de l'éducation populaire 2.0. Le collectif est constitué de son noyau initial – DRJSCS; Rurart; Les Petits Débrouillards; la Bêta-Pi; CRIJ – de trois des quatre directions départementales interministérielles (DDI) et du conseil général des Deux-Sèvres, très actif dans l'organisation des assises départementales. Grâce à la participation du comité régional des associations de jeunesse et d'éducation populaire (CRAJEP), deux têtes de réseau régionales, la fédération régionale des MJC et l'union régionale des centres socioculturels vont le rejoindre.

Les assises vont être préparées entre mars 2013 et mars 2014 au rythme d'une réunion toutes les six semaines environ et par un important travail collaboratif. Le récent recrutement par le CRAJEP d'une chargée de mission va permettre de lui confier le portage logistique et financier de la manifestation de deux jours qui aura lieu en mars 2014 à Niort sur le thème: « Pratiques numériques: quelles nouvelles formes de partage et de collaboration? »

Le bilan des assises départementales et régionales est prometteur. La démarche ascendante a produit ses fruits et permis de mobiliser largement au niveau départemental: dans trois départements sur quatre, elle a vu se pérenniser des collectifs départementaux qui vont mettre en place diverses actions (pratiques numériques au service de l'expression des jeunes, formations à la gouvernance associative 2.0, formation autour des jeux vidéo, projet fédérateur autour de la cartographie libre et collaborative, conception de modules de formation à destination des formations d'animateurs, espace de travail collaboratif [coworking] itinérant). Dans le quatrième, c'est une consultation par entretien individuel d'une trentaine d'acteurs qui a précédé les assises départementales, compromettant la possibilité de voir se constituer une communauté d'actions après l'évènement.

D'autres effets de leviers sont à mettre à l'actif de ces assises: une gouvernance partagée mais balisée pour la préparation des assises régionales par un copilotage CRAJEP/DRJSCS; un format stimulant alternant apports théoriques, présentation dynamique d'expériences et ateliers de pratique; un effort important de problématisation assurant la cohérence et la qualité du contenu des journées; une grande attention aux méthodes d'animation mêlant des pratiques d'éducation populaire (débat mouvant à 90 personnes, ateliers de pratique) et les dispositifs dynamiques issus de la médiation numérique (parcours d'exploration de projet présentés en dix minutes pour des groupes tournants, fablab éphémère, sondage des participants par SMS, mur de tweets, visioconférence); une ouverture sur l'extérieur avec des expériences émanant d'autres régions.

Un sujet toujours clivant

Du côté négatif du bilan, on souligne une mise en place un peu laborieuse avec des comités de pilotage parfois tendus autour d'un sujet – la culture numérique – qui s'avère toujours clivant. Ce clivage ne peut se réduire caricaturalement à l'opposition entre technophiles et technophobes. Certains partenaires maîtrisaient très bien la technique et pouvaient être apparentés à des geeks mais ne possédaient pas de téléphones portables et/ou se tenaient éloignés des réseaux sociaux. Pour autant, ils ne diabolisaient pas les usages numériques. D'autres n'étaient geeks en rien mais pratiquants et passionnés par les usages numériques. D'autres enfin s'avéraient très peu convaincus de l'intérêt social, collectif, politique du numérique. Cette réalité a été génératrice de tensions qui ont été ressenties par certains participants pendant les assises et jusque dans leur évaluation: critiques de la pratique du livetweet, des parcours d'exploration...

Enfin, les assises ont manqué de visibilité en général et de visibilité institutionnelle en particulier. Organisées en période de réserve électorale, elles ne pouvaient donner lieu à une ouverture officielle réunissant ses trois principaux financeurs, la DRJSCS (80 % des financements publics), le conseil général des Deux-Sèvres (10 %) et le conseil régional (10 %). Tout à la préparation du contenu et de la logistique des deux journées, le collectif a un peu négligé la communication. Si une radio locale assurait une animation interne en interviewant les participants, ni la presse, ni la télévision locale n'étaient présentes.

Les assises ont cependant eu des effets structurants : la poursuite de collectifs départementaux dans trois départements sur quatre et le dépôt collectif d'un projet auprès du Fonds d'expérimentation pour la jeunesse « Éducation populaire pour et par les jeunes : pratiques numériques, lieux innovants et médias de jeunes », qui est encore en cours.

Fin 2014 le collectif EducPop2.0 devient EducPopNum : la notion de web 2.0 est obscure pour nombre de gens, elle commence à dater et se transforme peu opportunément en 20 dans les URL qui ne tolèrent pas le point.

L'année 2015 est consacrée à la mise en place du projet tierslabs jeunes financé par le Forum européen de la jeunesse (FEJ), à une rencontre régionale des porteurs de projets d'animation numérique et à la découverte d'outils et démarches principalement développés par des acteurs d'autres régions. Objectifs ? Permettre au collectif régional de continuer à se forger une culture commune et de faire avancer sa réflexion sur l'éducation populaire et les pratiques numériques. Quatre rencontres sont organisées sur les thèmes suivants :

- la démarche des open badges, ou « badges ouverts numériques⁵ » ;
- la démarche des infolabs⁶ ;
- open éducation⁷, une série d'outils et d'actions autour de la médiation numérique ;
- le pass numérique⁸.

Un collectif élargi, une identité qui s'affirme

En 2016, la réforme territoriale fait passer le périmètre d'action du collectif de quatre à douze départements au sein de la plus grande région de France, la Nouvelle-Aquitaine. Ce sont Les Petits Débrouillards qui incitent le collectif à prendre la mesure de cette nouvelle région en y organisant des assises dès 2016 et en mobilisant des acteurs comme pour les précédentes éditions par un appel à participation.

Plusieurs associations du collectif ont déjà amorcé leur rapprochement avec leurs homologues aquitains ou limousins et notamment le CRAJEP dont l'association Aquitaine a également une chargée de mission. Cela facilite la diffusion de l'appel. Nouveauté notable : au niveau national, la Ligue de l'enseignement est coordinatrice d'un vaste programme d'éducation au numérique, financé par le Programme d'investissement d'avenir (PIA), les D-Clics numériques auxquels participent les Francas et les Centres d'entraînement aux méthodes

5. Une initiative internationale dont l'objectif est d'offrir à chacun les moyens de faire reconnaître les compétences issues des apprentissages non formels et informels, élément clé de l'apprentissage tout au long de la vie. Avec Serge Ravet, spécialiste des technologies et de l'apprentissage, animateur de la communauté e-portfolios et open badges.

6. Une démarche de médiation visant à sensibiliser le grand public et les collectivités (élus, agents) à la question des données et à favoriser l'appropriation des données *via* des chantiers de réflexion sur leur réutilisation. Avec le CRIJ de Poitou-Charentes sur la base d'une méthodologie de la Fédération internet nouvelle génération (FING).

7. Avec l'association Ping (association d'éducation populaire nantaise, pôle régional de ressources d'arts numériques).

8. Un parcours de dix heures de culture numérique, délivrable à tout citoyen, dans un espace public numérique conventionné avec la région Rhône-Alpes. Avec Guy Pastre, coanimateur de la coordination Rhône-Alpes de l'internet accompagné (CORAI).

d'éducation active (CEMEA). Les effets de cet engagement vont se faire sentir sur notre territoire.

Entre avril 2016 et décembre 2016, le collectif est en effet rejoint pour la préparation des assises par des acteurs diversifiés : les CEMEA d'Aquitaine et de Poitou-Charentes, la Ligue de l'enseignement de Gironde, les Francas d'Aquitaine, E-Graine, la coordination pour promouvoir compétences et volontariat (CPCV) Nouvelle-Aquitaine, centre social et culturel (CSC) Le Ruban vert, l'union régionale pour l'habitat des jeunes (URHA) Aquitaine, pour les structures d'éducation populaire ; Médias-cité, Sud-Charente TV, La Quinquallerie numérique de Guéret, pour les structures de « médiation » numérique ; le centre Information jeunesse (CIJ) d'Angoulême et le CRIJ du Limousin pour les structures d'Information jeunesse, ainsi que par Pôle emploi et la MAIF. Sur un format très semblable aux précédentes, elles vont proposer les 5 et 6 décembre 2016 conférences et tables rondes, ateliers pratiques, présentations dynamiques d'expériences, sur le thème : « Pratiques supposées, pratiques réelles des jeunes quel accompagnement en ligne et hors ligne ? »

Le bilan en est encourageant. Côté réseau, le collectif a gagné en homogénéité autour d'une identité plus affirmée, d'une problématique mieux appropriée par tous. Les différents acteurs se sont avérés motivés malgré la distance à parcourir pour se rendre aux réunions de préparation. Une partie du collectif s'est tout de suite remobilisée sur une action commune : la réalisation d'une enquête sur les pratiques numériques des jeunes en Nouvelle-Aquitaine, en partenariat avec l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP).

Les assises elles-mêmes ont bénéficié d'un soutien financier du nouveau conseil régional, dont une vice-présidente a pu être présente à l'ouverture aux côtés du directeur régional de la jeunesse des sports et de la cohésion sociale ; dix départements sur douze sont représentés sur un public d'une centaine de personnes chaque jour ; un taux de réponse au questionnaire d'évaluation de 63 % a fait état d'un taux de satisfaction pour l'organisation générale de 90 % et un taux moyen de satisfaits, très satisfaits de 70 % pour l'ensemble des séquences. Si la dynamique est réelle, elle est cependant très fragile. Avec des moyens aussi restreints et sur un territoire aussi vaste, elle est compliquée à maintenir au-delà de la participation ponctuelle à un projet commun comme celui des assises.

Essaimer, structurer

En outre et comme en 2014, le programme a relégué à la fin de la deuxième journée le temps de réflexion et de débats collectifs qui devait permettre à ces deuxièmes rencontres régionales d'être de vraies assises, de définir des priorités communes, éventuellement d'envisager les modalités de la recherche commune de financements plus structurants. C'est l'heure où les organisateurs sont épuisés et où les participants reprennent la route. Il est convenu que ce temps soit reporté à une rencontre trois mois plus tard. Y sont envisagées les actions suivantes :

- La redéfinition d'une stratégie de communication externe (site, réseaux sociaux) et interne (outils de travail collaboratifs).
- La capitalisation publique des actions en cours : l'expérimentation FEJ le 7 décembre 2017, l'enquête sur les pratiques numériques des jeunes le 5 juillet 2017.
- La restructuration d'une dynamique au niveau des départements de la région par l'organisation dans les douze départements de Nouvelle-Aquitaine de hackathons (voir « Repères » p. 7) EducPopNum « Augmente ton projet d'éducation populaire ». L'objectif de cette action est à la fois de tenter de créer de nouveaux collectifs départementaux et de

répondre aux besoins des structures, centres sociaux, MJC, foyers ruraux qui s'interrogent sur l'articulation de leur projet avec le numérique. Concrètement et pour garantir la survie d'une communauté d'action après les hackathons (voir « Repères, p. 8 »), un trinôme constitué d'une association d'éducation populaire, d'une structure numérique (tiers-lieux, fablab, EPN...) et d'une institution (DDI et/ou collectivités) doit être réuni dans chaque département pour mobiliser des acteurs sur la préparation de ces hackathons.

Deux autres priorités sont également identifiées et devront donner lieu à des groupes de travail :

- Une formation commune des acteurs du collectif (thématiques envisagées: processus de coopération et outils collaboratifs/innovation par la prospective *via* les données ouvertes...), de manière à consolider son identité et à se créer une culture commune en matière de méthodes de travail.
- Un état des lieux prospectif de la formation des animateurs en matière d'éducation au numérique.

Conclusion

Si le caractère ascendant, participatif et militant de la mobilisation des structures qui appartiennent au collectif EducPopNum fait son originalité et sa force, il fait aussi sa fragilité. La démarche de dix ans qui le sous-tend laisse apparaître un constat criant: l'absence de véritable politique ou stratégie d'éducation au numérique dans le champ de l'éducation populaire et/ou de l'animation socioculturelle, qui dépasse le coup d'essai de la part tant des pouvoirs publics que du mouvement associatif. Les initiatives existantes sont le fait de professionnels ou de structures qui parviennent parfois à se structurer et irriguer un territoire, mais elles restent isolées et minoritaires.

Un certain nombre de changements notables sont apparus ces dernières années dans le domaine :

- Le champ de la médiation numérique s'est mobilisé et structuré et dispose désormais d'un outil de travail commun avec la coopérative Mednum. Le collectif EducPopNum a tenté de formaliser ce qui distingue la médiation numérique de l'éducation populaire au numérique (voir la plaquette des assises de 2016). Cela relève peut-être de la sociologie des petites différences. Il n'en reste pas moins que les acteurs de la médiation numérique n'interviennent qu'à la marge dans le champ de l'animation socioculturelle, souvent de l'extérieur et de manière ponctuelle.
- La multiplication des fablabs a fait émerger la problématique de la fabrication numérique dont les enjeux sociétaux et économiques ont rencontré plus d'échos que ceux de l'éducation au numérique encore majoritairement envisagés sous l'angle de la prévention. Mais l'apprentissage de la programmation, du prototypage, de l'impression 3D n'est qu'une toute petite facette de l'éducation au numérique.
- L'Éducation nationale s'est dotée de délégations académiques au numérique qui visent à favoriser la transition numérique de l'école. Mais il s'agit plus pour l'Éducation nationale de transformer les pratiques pédagogiques des enseignants que d'éduquer au numérique. Et, comme le révèle la partie qualitative de l'enquête sur les pratiques numériques des jeunes que mène le collectif, l'apprentissage du code en cours de technologie, c'est avant tout de la techno.
- *Via* le Programme d'investissement d'avenir, des fédérations nationales d'éducation populaire se sont enfin emparées de la problématique en développant un programme de formation des animateurs et de citoyens-médiateurs. Mais ce programme ne suffira pas à couvrir tous les besoins.

« EDUCPOPNUM » OU LA CONSTITUTION D'UN COLLECTIF RÉGIONAL D'ÉDUCATION POPULAIRE (AU) NUMÉRIQUE

Les structures d'éducation populaire et d'animation socioculturelle, les accueils de loisirs, les accueils jeunes sont pourtant un lieu privilégié de l'appropriation, de la mise en projets, en dialogue et en débats de la culture numérique dans une perspective d'émancipation et de transformation sociale. Les professionnels ont un besoin urgent d'être formés pour faire évoluer leurs pratiques à la hauteur de ces enjeux.